Tous mobilisés fortement
Le 07 mars, le 08 mars,
Et après ?

Les 07 et 08 Mars prochains ont été pointés par l'intersyndicale confédérale comme un durcissement incontournable de la lutte contre la réforme des retraites avancée par le gouvernement Macron/Borne.

Le 07 Mars a été pointé par l'ensemble des organisations syndicales pour mettre le pays à l'arrêt total. Cela doit être une journée morte dans tous les établissements publics comme dans les entreprises par la grève.

Le 08 Mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes doit être l'occasion de mettre notamment en avant les conséquences particulièrement graves du projet de loi des retraites pour les femmes.

Ce durcissement de l'action ne peut se traduire que par la volonté affichée de mettre l'économie à l'arrêt.

Le Comité Exécutif Fédéral de la FNTE, réuni les 20 et 21 Février 2023 considère qu'il est nécessaire de s'inscrire dans la durée afin d'élargir la mobilisation et d'élever le rapport de force.

Comme chacune et chacun le sait, le rapport de force ne peut se traduire que par la mise à mal de l'économie. Et cela passe par l'arrêt de la production, qu'elle soit industrielle ou administrative.

Aussi et par conséquent le Comité Exécutif Fédéral appelle l'ensemble des syndicats de la Fédération à mettre en débat la poursuite des actions nécessaires à la mise en échec du projet de réforme des retraites après les 07 et 08 Mars prochains.

Les précédentes mobilisations ont déjà été exemplaires, sachons poursuivre l'effort entrepris. Faire plier le gouvernement est à notre portée pour peu que nous nous en donnions les moyens.

Les 07 et 08 mars il ne peut y avoir d'actions par « procuration ».

Tous ceux qui contestent le projet de réforme des retraites doivent se retrouver dans la rue pour exprimer leur opposition.

Nous invitons tous les salariés à débattre dès à présent de la suite à donner à la mobilisation dès le 09 Mars.

Montreuil, le 28 février 2023

Fédération Nationale des travailleurs de l'Etat CGT
263, rue de Paris Case 541 - 93515 Montreuil Cedex
Tel. : 01 55 82 89 00 - Mail : trav-etat@cgt.fr